

Le budget—M. Balfour

Je ne sais combien de temps il faudra encore attendre pour avoir un système fiscal équitable. Je signalerai au ministre des Finances, au cabinet et aux collègues qui sont assis à ma droite que, si nous ne donnons pas aux Canadiens des emplois intéressants et stables, si nous ne corrigeons pas les inégalités fiscales, si nous n'améliorons pas les conditions des quelque 20 à 25 p. 100 des Canadiens qui rampent dans la misère, si nous n'incitons pas plus les jeunes à étudier et à obtenir les qualifications nécessaires pour occuper des emplois intéressants, si nous ne corrigeons pas la situation déplorable qui a contraint des milliers d'infirmières diplômées qui ne pouvaient trouver du travail dans notre pays à émigrer vers les États-Unis, si nous n'encourageons pas les Canadiens de toutes les tranches d'âge à chercher des emplois intéressants, notre pays connaîtra de graves difficultés d'ici deux ou trois ans.

Nous avons vu ce qui s'est passé l'autre jour sur la colline parlementaire. Le comportement violent des quelques éléments perturbateurs qui se trouvaient dans cette vaste foule nous a dégoûtés. Je signalerai que, si la Commission de lutte contre l'inflation continue à appliquer des mesures injustes, nous serons les témoins de nouvelles manifestations violentes. Il y aura une recrudescence de la violence dans notre pays. L'écart se creusera encore plus entre les nantis et les démunis. Les députés de cette Chambre devront tout faire pour l'éviter. Quelle autre assemblée de notre pays, quel autre conseil élu a le pouvoir de prendre des décisions essentielles qui permettront de faire régner l'équité en matière économique et sociale dans notre pays?

M. Balfour: Monsieur l'Orateur, puis-je dire qu'il est 6 heures?

M. l'Orateur adjoint: Est-on d'accord pour dire qu'il est 6 heures?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

M. Jim Balfour (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, je vais montrer ce soir que le budget du 25 mai ne s'attaque pas sérieusement aux problèmes auxquels fait face notre industrie. Un journaliste de la *Gazette* de Montréal, en commentant le nouveau budget, ou semblant de budget, comme il faudrait l'appeler, du gouvernement a décrit l'effort déployé par celui-ci avec beaucoup de justesse quand il a dit, et je cite:

Économie, guéris-toi toi-même: après avoir étudié les symptômes pendant neuf mois, le nouveau médecin fiscal du Canada a décidé qu'il ne sait pas quoi faire, pas plus que ne le savait John Turner quand les frissons du chômage élevé sont arrivés en même temps que la fièvre de l'inflation.

Il a donc administré un budget placebo, en espérant tenir le malade tranquille jusqu'à ce que les choses s'améliorent d'elles-mêmes. Peut-être que la médecine Yankee de la demande d'exportation des États-Unis aidera.

Peut-être que le secteur privé—liquidé par le premier ministre il y a à peine quelques mois—fournira les bons produits et les bons services au bon endroit, au bon moment et au bon prix. Espérons-le.

Le ministre des Finances peut s'attendre à se voir reprocher d'avoir présenté, au milieu de multiples problèmes économiques, le genre de budget léger et rêveur qui aurait pu être produit par un ministre des Finances qui a peur de changer quoi que ce soit parce que les choses vont si bien.

[M. Blackburn.]

Mais les choses ne vont pas du tout aussi bien, monsieur l'Orateur. Le ministre s'accommodera d'un déficit d'environ 4.5 milliards de dollars pendant une autre année, somme qui témoigne bien du fait que le gouvernement n'a pas su contrôler ses propres dépenses.

De plus, le budget fait peu ou rien pour combattre le chômage, augmenter la productivité, limiter l'accroissement des dépenses du gouvernement, réduire les taux d'intérêt et de change élevés du Canada, ou encourager les investissements commerciaux. Bref, le budget montre bien l'ineptie manifeste du gouvernement face à nos problèmes et besoins réels.

Le budget ne fait aucun effort valable pour s'attaquer aux quatre grands problèmes qui affligent l'économie canadienne: l'inflation, le chômage, la productivité et le déficit ordinaire.

La Chambre de commerce du Canada a qualifié ce budget vide de budget «anti-affaires» et c'est bien le mot. Le secteur de l'industrie et de l'entreprise de notre pays n'a nullement besoin de l'apathie du gouvernement. Il lui faut au contraire des incitations gouvernementales pour améliorer l'efficacité, encourager l'équipement, accroître l'offre de biens et services, et soutenir la concurrence du marché international.

Le gouvernement aurait pu améliorer le sort de l'industrie canadienne en s'attaquant à la recherche et au développement. Le 12 mars dernier, le Conseil de l'Académie des sciences de la Société royale du Canada a bien fait comprendre au premier ministre (M. Trudeau) que la situation présente était grave et promettait de s'aggraver encore à l'avenir, si le gouvernement poursuivait sa politique abstentionniste à l'égard de la recherche et du développement scientifiques. Dans son mémoire au premier ministre, la Société a déclaré notamment:

A aucun moment de l'histoire n'avons-nous eu à faire face à tant de problèmes que les sciences doivent résoudre. On ne peut guère exagérer l'importance des décisions auxquelles le Canada sera confronté dans des domaines tels que la gestion des ressources, les options en matière d'énergie, l'hygiène, les réserves alimentaires, la pollution, le transport, etc.

En outre, les choix que nous ferons dans ces domaines en tant que nation, dépendront de la maturité, des connaissances, de la souplesse et du statut des sciences et du génie contemporains canadiens. Le Canada ne peut se permettre de dépendre du savoir-faire des autres pays pour résoudre ses problèmes dans le domaine de la science et du génie.

Les choix mêmes qu'il est appelé à faire sur la meilleure sorte de technique à importer ou à adapter aux conditions canadiennes... doivent se faire grâce à une connaissance solide dans les domaines de la science et du génie, connaissance que nous n'obtiendrons qu'en dotant le Canada de scientifiques et d'ingénieurs actifs de grande compétence.

En outre, le Conseil de l'Académie des Sciences s'est dit fort préoccupé de la situation qu'a engendrée la politique du gouvernement en matière d'aide officielle à la recherche et au développement dans l'industrie canadienne, les laboratoires du gouvernement et les universités.

Le gouvernement a la mauvaise habitude de faire fi des conseils judicieux prodigués par les secteurs de la société qui se spécialisent dans un domaine d'activité en particulier; il n'y a donc pas lieu de s'étonner si le gouvernement a échoué dans ses quelques faibles efforts dans ce domaine. Même si nous avons besoin d'encourager la recherche industrielle au Canada en y affectant des fonds suffisants—fait reconnu par la majorité des gens—le gouvernement a, comme d'habitude, pris la voie opposée, celle qu'il ne fallait pas prendre.

Une déclaration sur la politique scientifique énoncée par la direction de Bell Canada illustre bien la situation. En voici un extrait: